



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté complémentaire mettant à jour le classement des activités exercées au sein de l'usine  
ST HUBERT à Ludres**

n° 2025-0112

AIOT : 0006200378

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le titre 1er du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-3, L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002-311 du 28 juin 2002, complété par les arrêtés préfectoraux n° 2002-515 du 16 juillet 2003, n° 2004-518 du 07 juillet 2005, n° 2005-522 du 29 juin 2006, n° 2009-357 du 12 janvier 2010, n° 2014-0516 du 09 janvier 2015, n° 2013-0275 du 18 mai 2016 et n° 2023-156 du 19 octobre 2023 autorisant les activités de la société ST HUBERT à Ludres ;

**Vu** les modifications de conditions de fonctionnement projetées par la société ST HUBERT, portées à la connaissance du préfet le 05 mai 2025 et transmises à l'inspection des installations classées le 07 mai 2025 ;

**Vu** les modifications apportées à la station d'épuration, portées à la connaissance du préfet le 11 août 2025 et transmises à l'inspection des installations classées le même jour ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CM/464\_2025 du 28 août 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 04 septembre 2025 ;

**Vu** l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 23 septembre 2025 ;

**Considérant** la suppression de 2 tours aéroréfrigérantes, leur remplacement par des tours adiabatiques ne présentant pas de risque légionelle et le déclassement sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** la diminution de quantité d'ammoniac stockée sur site sans incidence sur le classement actuel sous déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4735 de la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** les modifications apportées et projetées au niveau de la station d'épuration du site ST HUBERT par rapport au dernier porter à connaissance en date du 17 février 2023 instruit par rapport de l'inspection référencé 349-2023 du 26 septembre 2023 ;

**Considérant** que les modifications de conditions d'exploitation des installations de fabrication de margarine sur le territoire de la commune de Ludres projetées par la société ST HUBERT sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients supplémentaires significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;

**Considérant** néanmoins la nécessité de mettre à jour la situation administrative de l'établissement, notamment le tableau de classement des activités exercées par la société ST HUBERT à Ludres au regard des rubriques de la nomenclature ICPE ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRÊTE**

### **Article 1:**

Le contenu de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2002-311 du 28 juin 2002 modifié est remplacé par le contenu suivant :

### **« Article 2**

*Les activités soumises aux dispositions du Code de l'environnement sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :*

| <b>Rubrique</b> | <b>Installations et activités classées</b>   | <b>Capacité maximale</b>  | <b>Régime</b> |
|-----------------|--|---|---------------|
| 3642-3-a        | Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :<br><br>3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour :<br><br>a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10<br><br>où « A » est la proportion de matière | Capacité de production maximale de 288 t/j de produits finis avec 14,4 % de matière animale entrants dans le calcul de la production de produit fini (A=14,4) | A             |

|          |  |  |    |
|----------|--|--|----|
|          | animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis<br><br>Nota. -L'emballage n'est pas compris dans la masse finale du produit.<br><br>La présente rubrique ne s'applique pas si la matière première est seulement du lait.  |  |    |
| 2921-1-b | Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :<br>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :<br>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW  | 2 tours aéroréfrigérantes de type circuit primaire fermé<br>1 X 940 kW<br>1 X 53 kW<br>Total : 993 kW                  | DC |
| 1511-2   | Entrepôts exclusivement frigorifiques<br>Le volume susceptible d'être stocké étant :<br>2. Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup><br>Un entrepôt frigorifique est un entrepôt dans lequel les conditions de température et/ou d'hygrométrie sont régulées et maintenues à une température inférieure ou égale à 18° C en fonction des critères de conservation propres aux produits.<br>Un entrepôt est considéré comme exclusivement frigorifique dès lors que la quantité de matières ou produits combustibles autres que les matières ou produits conservés dans l'entrepôt frigorifique est inférieure ou égale à 500 tonnes. | Entrepôts frigorifiques de 20 000 m <sup>3</sup>   | DC |
| 2663-2-b | Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :<br>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :<br>b) Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup>   | Stockage de 5 120 m <sup>3</sup> de barquettes et couvercles   | D  |
| 2910-A-2 | Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en   | 4 chaudières au gaz naturel :<br>1 chaudière double foyer 2 MW<br>2 chaudières de 2,2 MW chacune<br>1 chaudière 0,4 MW | DC |

|          |  |  |    |
|----------|--|--|----|
|          | <p>mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> | <p>groupe électrogène FOD de 0,8 MW</p> <p><u>Total</u> : 7,6 MW</p>   |    |
| 4735-1-b | <p>Ammoniac.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t</p>   | <p>2 installations de réfrigération à l'ammoniac, respectivement de 700 kg et 15 kg</p>                                | DC |
| 4130-2-b | <p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>   | <p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation de 4,9 tonnes dont 4,2 tonnes d'acide nitrique.</p> | D  |

A : autorisation

E : enregistrement

DC : déclaration avec contrôle périodique par un organisme agréé

D : déclaration »

## **Article 2 :**

Le contenu de l'article 1er de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-0516 du 9 janvier 2015 est remplacé par le contenu suivant :

« Article 1er

*L'exploitation des installations de refroidissement évaporatif exploitées par la société ST HUBERT dans son usine de Ludres s'effectue conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »*

### **Article 3 :**

Un dossier de cessation d'activité en particulier pour l'installation ammoniac est transmis à l'inspection dans un délai de trois mois après la fin des travaux.

### **Article 4 : Délai et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R. 181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

### **Article 5 : Exécution et information**

Le Secrétaire général de la préfecture et l'Inspection des installations classées de la DREAL GRAND EST sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société ST HUBERT

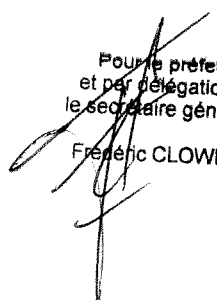
et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Ludres

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Nancy, le **30 SEP. 2025**

Le préfet,

  
Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général  
Frédéric CLOWEZ

